p17-19 Finul Liban.qxp_Mise en page 1 02/04/2024 18:37 Page 17

L'engagement français au Liban sous casque bleu en 1978-1979

Alors que la guerre civile fait rage au Liban depuis 1975, l'intervention israélienne de 1978 en réponse aux attaques des combattants palestiniens, les fedayin, conduit l'ONU à envoyer une mission de maintien de la paix, la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), dont le fer de lance est initialement à charge de la France. C'est l'entrée « en premier » des forces françaises et leur action lors de la première partie du mandat FINUL qui sont décrites dans cet article, du déploiement sur le sol libanais jusqu'au repli du bataillon français, le BATFRANCE, le 15 mars 1979.

Depuis le 13 avril 1975 le Liban est en pleine guerre civile, mais l'intervention de Tsahal (Forces armées israéliennes) est liée à la guérilla que les fedayin (combattants palestiniens) entretiennent à partir du Liban contre Israël, dès 1965 mais surtout à partir du tournant des années 1970. A l'hiver 1977-78, les attaques palestiniennes s'amplifient, puis, le 11 mars 1978, un commando palestinien venu du Liban prend en otage un bus sur la route côtière de Tel Aviv et tire sur tous les véhicules rencontrés. L'attaque fait 39 morts israéliens et 71 blessés, les plus grandes pertes israéliennes à cette date en un jour depuis la guerre du Kippour. Dès lors Israël mobilise.

Attaque israélienne

Tsahal lance l'attaque dans la nuit du 14 au 15 mars 1978. C'est l'opération « Litani » du fait de la ligne à atteindre : le fleuve du même nom. Sous couvert d'une réplique à l'attentat, cette opération a un triple objectif: éliminer un maximum de fedayin ; détruire les dépôts palestiniens d'armes et de munitions ; établir une zone tampon au Liban-Sud.

Les fedayin se replient et ne conservent au Sud du fleuve que la zone de Tyr où ils se retranchent. Mais le Liban saisit l'ONU et demande l'envoi d'une force d'interposition.

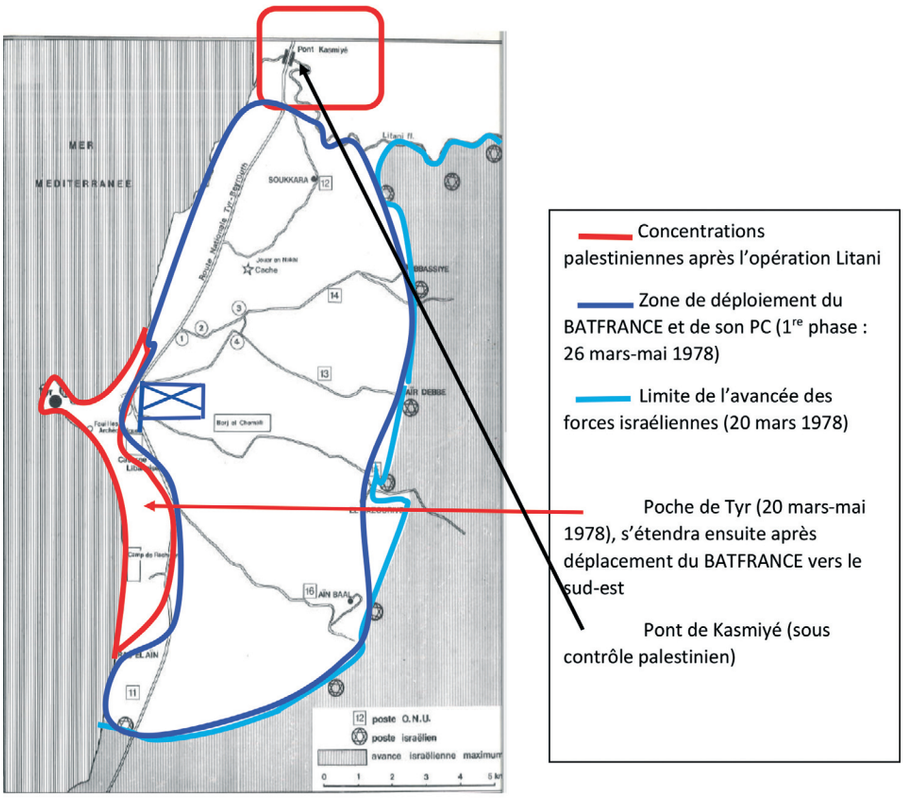
Le Conseil de Sécurité, après trois jours de débats, adopte les résolutions 425 et 426 le 19 mars. Elles demandent que l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban soit respectées, exigent le retrait de Tsahal et appellent à établir sans délai « *une force intérimaire des Nations unies pour le sud du Liban (FINUL) aux fins de : confirmer le retrait des forces israéliennes ; rétablir la paix et la sécurité internationales ; aider le Gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région* ».

Devant cette résolution, Israël se voit contraint d'arrêter son avance le 20 mars, ce qui ne laisse pas le temps à Tsahal d'être en position d'écraser les concentrations palestiniennes de la région de Tyr.

Intervention française

Commence alors la génération de forces. Seul Paris propose l'envoi d'un bataillon pour l'entrée en premier, proposition approuvée par le Conseil de Sécurité le 22 mars au soir. Le professionnalisme français se manifeste d'abord dans la rapidité de réaction. L'ordre est transmis au régiment d'alerte Guépard, le 3ème Régiment parachutiste d'infanterie de marine, qui s'organise pour projeter son PC et deux compagnies dans les 36 heures, puis les deux autres dans les 96 heures. Trois semaines plus tard, le BATFRANCE, son escadron d'intervention et l'unité de soutien française de la FINUL, le 420ème détachement de soutien logistique (DSL), compteront 1.290 militaires. Les autres contingents n'arriveront que plusieurs semaines plus tard. L'accueil de la popu-

p17-19 Finul Liban.qxp_Mise en page 1 02/04/2024 18:37 Page 18

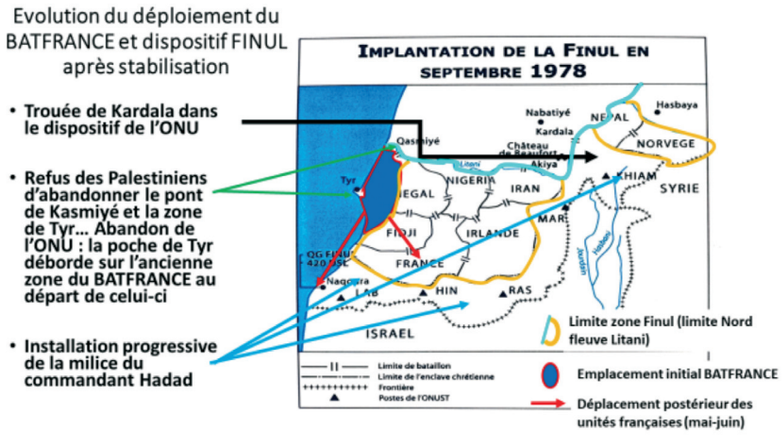


lation est très positif mais, dès les premiers contacts, il faut louvoyer avec le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, qui entend utiliser la FINUL comme bouclier mais sans renoncer à sa liberté d'action. S'y ajoute le trop faible appui du commandement ONU, qui interdit toute action de force et laisse au BATFRANCE la rude tâche de négocier seul avec les milices. Il faut aussi suppléer les autorités libanaises, totalement dépassées, et négocier avec Tsahal, qui entend bien prendre tout son temps pour se retirer afin d'atteindre ses objectifs, le tout avec un mandat qui limite l'usage des armes à l'autodéfense.

Le 24 mars, il y a accord de l'OLP pour laisser les parachutistes aller vers le Sud, mais pas pour leur céder le contrôle du pont de Kasmiyé, qui commande l'accès vers Tyr, ou celui de la ville elle-même, comme l'entendaient les Français. Le BATFRANCE décide alors de verrouiller la poche de Tyr et de séparer ainsi Palestiniens et Israéliens. Bien vite, les Palestiniens reprennent leurs infiltrations, engageant quotidiennement des épreuves de force avec le BATFRANCE. Les Israéliens s'adaptent. Lors de leur quatrième phase de désengagement, à compter du 30 avril, ils cessent de rendre leurs positions à la FINUL, mais les remettent à la milice du commandant Hadad, future armée du Liban-Sud. Ils se constituent ainsi un glacis protecteur bordant leur frontière et s'assurent de la passe de Kardala, ce qui coupe en deux le dispositif de la FINUL. Celle-ci ne pourra même pas contrôler une zone continue entre les belligérants. Cela n'empêche pas le BATFRANCE de se consacrer au mieux à sa tâche. Dans la tradition de l'armée d'Afrique, les parachutistes entreprennent une action d'assistance vis-à-vis de la population civile. Ils font appel à des dons pour vêtir les réfugiés et les doter du minimum vital. Ils sécurisent les zones d'habitation, rouvrent et dépolluent les itinéraires, relancent l'économie locale, rouvrent les écoles et se substituent aux professeurs manquants. Ils assurent des soins médicaux gratuits et, à défaut d'une administration libanaise en pleine déliquescence, ils associent les élites civiles et religieuses de tout bord à leurs initiatives. Au total, leur action est appréciée par toutes les communautés. Sur le plan militaire, le détachement français s'efforce de tenir le mandat. Il reprend les postes israéliens cédés, neutralise les munitions non explosées, détruit les mines, armes et munitions découvertes. Il multiplie les barrages et patrouilles et désarme les fedayin pris en zone FINUL. Comme les Français réalisent des patrouilles nocturnes, les heurts avec les Palestiniens, qui s'infiltrent de nuit à partir de la poche de Tyr, deviennent inévi-

p17-19 Finul Liban.qxp_Mise en page 1 02/04/2024 18:37 Page 19

tables. La discipline de feu française permet d'éviter plusieurs fois l'escalade, mais le 23 avril, un premier parachutiste est mortellement blessé. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, un groupe de fedayin ouvre le feu. Les parachutistes abattent deux assaillants. Cet évènement enclenche un cycle de représailles. Le 2 mai, plusieurs détachements français sont pris en embuscade. Les automitrailleuses légères (AML) venues en renfort sont attaquées à la roquette anti-char. Le colonel Salvan, commandant le BATFRANCE, se déplace pour essayer d'arrêter l'escalade, mais il est pris à partie à un barrage et reçoit 18 balles qui lui coûteront autant de mois d'hôpital. L'adjudant Santini est tué d'une balle dans la tête. Plusieurs autres Français sont touchés. D'autres pertes endeuilleront le camp français, mais il s'agit là du principal engagement du BATFRANCE. Dès le lendemain, en effet, les attaques délibérées de groupes palestiniens cessent. Yasser Arafat craint trop de se faire des Français des ennemis… et demande d'éviter les heurts frontaux. Cependant, les Palestiniens se rendront encore coupables de 170 incidents vis-à-vis du contingent français dans la seule période de décembre 1978 à mars 1979. Quant au commandant Hadad, mécontent de la tolérance croissante de la FINUL envers les fedayin, il ne se privera pas d'harceler à son tour les Français. Car, simultanément, les ordres tombent. L'ONU refuse l'épreuve de force. La FINUL déplace les Français vers le Sud-Est dans la zone d'Haris et abandonne Tyr et sa banlieue à l'OLP. Les ordres sont désormais de ne plus réaliser d'actions de nuit, de limiter les patrouilles et de ne rien entreprendre contre les postes établis par les milices. Logiquement, les infiltrations palestiniennes s'accélèrent, avec bientôt la multiplication de positions de l'OLP en zone FINUL. Par suite, Paris demande la modification du mandat, l'envoi d'armement lourd pour dissuader les milices et l'application de règles d'engagement durcies. Ces demandes sont repoussées par l'ONU.



Évacuation du BATFRANCE

La France en tire les conséquences et annonce le retrait de son unité de combat pour le mois de mars 1979, s'engageant à laisser l'unité logistique au PC de la FINUL. Mais le BATFRANCE est si populaire qu'il faut organiser le repli dans le plus grand secret. De nombreux civils ont en effet menacé de se jeter sous les roues des véhicules pour empêcher le retrait français. Parallèlement, un regain d'agressivité des milices n'est pas exclu. L'opération « Charybde », l'évacuation du BATFRANCE, a lieu le 15 mars sur la plage de Ras el Aïn, au Sud de Tyr. Elle est exécutée avec brio et aucune perte n'est à déplorer. Le président de la République félicite chaudement le détachement français pour son engagement en tous points exemplaire. A partir de mars 1979, la France ne reste présente à la FINUL qu'à travers le 420ème DSL, qui assure le soutien général de la force. Depuis lors, la France est toujours présente à la FINUL, avec des détachements variables en fonction des circonstances et des mandats.

Colonel Christophe Midan
chef du Département histoire et symbolique
Service historique de la Défense

Source : Christophe Midan, « L'engagement français au Liban au sein de la FINUL 1978-1979 », in actes du colloque Les armées françaises et les crises du Moyen-Orient 1973-2003, 20 octobre 2023